



APRIL 19, 2016

## UE / Grèce : Premières expulsions vers la Turquie entachées d'abus

Des messages SMS exprimant la peur sont suivis de silence

(Athènes) – La première vague d'expulsions sous l'égide de l'Union européenne de 66 migrants de l'île de Chios en Grèce vers la Turquie le 4 avril 2016 s'est faite dans la précipitation et le chaos, et a porté atteinte aux droits des personnes expulsées, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. En Turquie, les expulsés détenus ont perdu le contact avec leur famille et amis retenus en Grèce et les autorités turques n'ont pas autorisé les visites par des groupes de défense des droits humains ou les Nations Unies.

« Dans leur précipitation à mettre en œuvre l'accord d'expulsion conclu avec la Turquie, l'Union européenne et la Grèce ont fait fi des droits humains, notamment de ceux qui voulaient demander l'asile », a déclaré Fred Abrahams, directeur adjoint du bureau des Programmes à Human Rights Watch. « Les expulsions abusives mettent au jour les graves failles des expulsions collectives accélérées de migrants vers un pays qui ne saurait être considéré comme sûr. »

Lors de visites effectuées au centre de détention de VIAL sur l'île grecque de Chios les 7 et 8 avril, Human Rights

Watch s'est entretenu avec 12 amis et un membre de la famille de 19 Afghans expulsés de Chios le 4 avril.



Des migrants assis dans un bateau turc les transportant de l'île grecque de Lesbos vers Dikili (Turquie), encadrés par des agents de l'agence européenne des frontières Frontex, dont certains portent des masques hygiéniques, le 4 avril 2016.

© 2016 Getty

Sur la base de ces entretiens et de messages SMS échangés entre les personnes interrogées et celles expulsées, Human Rights Watch a documenté de nombreuses irrégularités et violations des droits. Les autorités n'ont pas informé les gens qu'ils allaient être expulsés, ne leur n'ont pas dit où ils étaient emmenés et n'ont pas laissé certains d'entre eux prendre leurs affaires personnelles. Selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), treize des personnes expulsées de Chios avaient exprimé le souhait de demander l'asile en Grèce, et ce nombre pourrait être plus élevé, a déclaré Human Rights Watch.

Les autorités grecques semblent avoir précipité les retours forcés de Chios et les 136 autres expulsions qui ont lieu de l'île voisine Lesbos ce même jour dans le but de respecter le délai annoncé pour le début des retours conformément à l'accord — bancal — conclu entre l'Union européenne et la Turquie entré en vigueur le 20 mars 2016. Cet accord autorise le retour des demandeurs d'asile vers la Turquie en se fondant sur l'hypothèse que la Turquie est un pays sûr pour les demandeurs d'asile et les réfugiés.

La base juridique du retour vers la Turquie des migrants qui ne cherchent pas l'asile est l'accord de réadmission conclu entre la Grèce et la Turquie en 2001. Un accord de réadmission entre l'Union européenne et la Turquie pour permettre le refoulement similaire depuis les 28 pays membres de l'UE prendra effet en juin.

Les expulsions intervenues des îles de Chios et Lesbos ont été menées par la police grecque de concert avec 180 « agents d'escorte » de l'agence européenne des frontières, Frontex. Le gouvernement et Frontex ont déclaré que la majorité des personnes refoulées étaient originaires du Pakistan, du Bangladesh ou d'Afghanistan et qu'aucune d'entre elles renvoyées en Turquie n'avaient souhaité demander l'asile en Grèce.

Le 8 avril, la Grèce a refoulé une deuxième vague de 124 migrants de Lesbos, principalement originaires du Pakistan et d'Afghanistan, secondée par 144 agents Frontex. Le lendemain, la Grèce a annoncé la suspension des refoulements vers la Turquie pendant deux semaines au moins afin d'améliorer le processus ; or, la Grèce et la Turquie ont indiqué que les expulsions pourraient reprendre plus tôt.

La Grèce et l'UE devraient proroger la suspension des expulsions jusqu'à ce que des mesures de protection efficaces soient en place pour garantir le droit de demander l'asile et répondre au défi des refoulements, a déclaré Human Rights Watch.

*« L'accord de l'Union européenne est fondé sur le postulat trompeur selon lequel tous les migrants renvoyés en Turquie sont en sécurité alors que les faits sont différents », a affirmé Fred Abrahams. « Pour ériger des murs autour de l'Europe, l'UE ferme les yeux sur les dangers auxquels sont exposées des personnes en situation de détresse extrême. »*

**Informations complémentaires dans la version intégrale en anglais de ce communiqué :**

[www.hrw.org/news/2016/04/19/eu/greece-first-turkey-deportations-riddled-abuse](http://www.hrw.org/news/2016/04/19/eu/greece-first-turkey-deportations-riddled-abuse)

-----  
**À lire aussi:**

La Dépêche 04.04.16

Collectif VAN 20.04.16

**Region / Country**

- Europe/Central Asia
- European Union
- Greece
- Turkey

**Topic**

- Migration
- Refugees
- Asylum Seekers
- Migrants

**Tags**

- Europe's Migration Crisis

**Source URL:** <https://www.hrw.org/node/289001>

**Links**

[1] <https://www.hrw.org/fr/europe/central-asia/european-union>

[2] <https://www.hrw.org/fr/europe/central-asia/greece>

[3] <https://www.hrw.org/fr/europe/central-asia/turquie>

[4] <https://www.hrw.org/view-mode/modal/288992>

[5] <https://www.hrw.org/fr/about/people/fred-abrahams>

[6] <https://www.hrw.org/fr/news/2016/03/15/ue/turquie-laccord-sur-les-reconduites-massives-la-frontiere-menace-les-droits>

[7] <https://www.hrw.org/news/2016/04/19/eu/greece-first-turkey-deportations-riddled-abuse>

[8] <http://www.ladepeche.fr/article/2016/04/04/2317932-lesbos-chios-douloureuse-operation-renvois-migrants-est-deroulee-calme.html>

[9] <http://www.collectifvan.org/article.php?r=5&id=93592>